

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Administrative  
Rue Pierre Bonnard  
CS87564  
64000 Pau

Pau, le 21/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES**

Route des Usines  
64150 Pardies

Références : DREAL/2026D/433

Code AIOT : 0005202758

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES implanté Centrale du Sud Ouest Route des Usines - 64150 Pardies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES
- Centrale du Sud Ouest Route des Usines - 64150 Pardies
- Code AIOT : 0005202758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ALFI exploite à Pardies (64) une unité de séparation et de production de gaz de l'air sous forme liquide soumise à autorisation environnementale. Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 30 janvier 1991 n°91/IC/054. L'établissement est classé Seveso seuil haut.

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	2 - Respect des valeurs limites - Eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	4 - Respect des valeurs limites - Rejet n°5	AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Suites du point de contrôle n°4 de l'inspection du 26/09/2024	Autre du 21/10/2024	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1 - Suspension des rejets de purges de chaudière	AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1	Levée de mise en demeure
3	3 - Respect des valeurs limites - Rejet n°2	AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 18 novembre 2025 chez ALFI, réalisée au titre du récolement de l'arrêté de mise en demeure du 12 décembre 2024, a porté principalement sur les rejets aqueux (eaux pluviales, purges de chaudières, eaux de refroidissement) et le respect des valeurs limites associées.

Les prescriptions liées à l'arrêt des rejets de purges et à la mise en conformité des dispositifs ont été globalement respectées, sous réserve de la transmission prochaine des résultats de mesures pour les rejets n°1 et n°5.

## Principales demandes formulées :

- Transmettre sous un mois les résultats de la campagne de mesures de janvier 2026 pour le rejet n°1.
- Transmettre sous un mois les résultats de la campagne de mesures de janvier 2026 pour le rejet n°5.
- Sous 3 mois : fournir une étude des solutions techniques pour installer un dispositif fiable de mesure du débit au rejet n°2, avec justification technico-économique et proposer une méthodologie alternative de calcul indirect du débit au rejet n°2 fondée sur un bilan matière consolidé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : 1 - Suspension des rejets de purges de chaudière

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de surfaces
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société ALFI (Air Liquide France Industrie siret 314 119 504 00 160), dont le siège social est situé 6 rue Cognac-Jay 75321 PARIS Cedex 07 est mise en demeure, sous six mois, de respecter les dispositions des articles 4.3.5, 4.4 et 4.4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2021 susmentionné, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• Stopper le rejet des purges de chaudière vers le rejet n° 1 « eaux pluviales »</li></ul>
<b>Constats :</b>  La prescription concernait l'arrêt du rejet des purges de chaudière vers le réseau d'eaux pluviales (rejet n°1). Pour l'exploitant, la mise en œuvre de cette prescription s'inscrivait dans le cadre du projet de récupération des purges de condensats pour l'alimentation des chaudières visant à réduire les prélèvements en eau d'environ 3500m <sup>3</sup> /an.  L'exploitant a rencontré plusieurs retards dans la phase de conception et de validation du projet, notamment pour arrêter la solution technique, réaliser les études, sécuriser le financement et commander les équipements (lignes, réservoir, instrumentation, pompes). Les opérations de fabrication et d'installation des éléments mécaniques ont néanmoins été finalisées, ce qui a pu être constaté lors de la visite terrain.  La mise en service opérationnelle a été différée en raison d'un dysfonctionnement de l'échangeur EC 408 (défaut structurel), installé dans la cheminée d'évent afin d'assurer l'évaporation des condensats. L'équipement a dû être retourné au fournisseur pour réparation. L'exploitant a indiqué qu'un échangeur réparé serait livré début décembre 2025 et que la mise en œuvre complète du projet interviendrait immédiatement après installation.

Lors de la visite du 16/12/2025, l'inspection a constaté la mise en service effective du dispositif : l'ensemble des équipements est raccordé et le rejet des purges depuis l'échangeur EC 408 vers le réseau d'eaux pluviales a cessé.

La prescription est donc respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 2 : 2 - Respect des valeurs limites - Eaux pluviales

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux de surfaces

##### **Prescription contrôlée :**

La société ALFI (Air Liquide France Industrie siret 314 119 504 00 160), dont le siège social est situé 6 rue Cognac-Jay 75321 PARIS Cedex 07 est mise en demeure, sous six mois, de respecter les dispositions des articles 4.3.5, 4.4 et 4.4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2021 susmentionné, notamment :

- Pour le rejet n° 1 « eaux pluviales », respecter les valeurs limites suivantes :
  - pH : compris entre 5,5 et 8,5,
  - Température : < 30 °C,
  - DBO5 : < 5 mg/l

##### **Constats :**

La conformité du rejet n°1 «eaux pluviales» aux valeurs limites applicables en pH, température et DBO5 dépend de l'arrêt préalable du rejet des purges de chaudière vers ce même rejet. Comme indiqué au point de contrôle n°1 de la présente inspection, l'inspection a pu constater lors de la visite du 16 décembre 2025 que ce rejet a effectivement cessé.

La prochaine campagne de mesures au point de rejet n°1 est programmée début janvier 2026. Ce n'est qu'à réception des résultats qu'il pourra être statué sur la conformité de ce point.

##### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 1 mois, l'exploitant devra transmettre à l'inspection les résultats de la campagne de mesure prévue en janvier 2026 au point de rejet n°1.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 3 : 3 - Respect des valeurs limites - Rejet n°2

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de surfaces
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société ALFI (Air Liquide France Industrie siren 314 119 504 00 160), dont le siège social est situé 6 rue Cognac-Jay 75321 PARIS Cedex 07 est mise en demeure, sous six mois, de respecter les dispositions des articles 4.3.5, 4.4 et 4.4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2021 susmentionné, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour le rejet n° 2 « collecte des eaux de réfrigérations, chaudières et adoucisseurs », respecter les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ DBO5 : &lt; 5 mg/l.</li> </ul> </li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a transmis en séance un document intitulé "Analyses des rejets du site d'Air Liquide Pardies", visant à expliquer les dépassements observés au point de rejet n°2, notamment en DBO5 et en DCO. L'argumentation repose sur la variabilité de la qualité de l'eau prélevée dans le Gave de Pau et sur le fonctionnement de la tour aéroréfrigérante avec un facteur de concentration élevé, pratique mise en œuvre pour réduire les prélèvements en eau. Selon l'exploitant, les dépassements constatés résulteraient exclusivement des caractéristiques de l'eau entrante et non d'un apport de pollution lié à l'activité industrielle.</p> <p>Si l'inspection prend note de cette analyse, elle rappelle qu'il s'agit précisément de l'impact industriel du site généré par les choix de l'exploitant opérés en matière d'exploitation.</p> <p>Toutefois, l'inspection précise que les valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral du 25 février 2021 ont été établies dans un contexte différent, à une période où l'eau d'appoint était fournie par un tiers et était de qualité sensiblement supérieure. Le passage à une alimentation directe depuis le Gave justifie une révision éventuelle du cadre réglementaire applicable.</p> <p>L'exploitant a déposé un dossier à connaissance le 18 décembre 2025 pour solliciter une modification des dispositions de l'arrêté préfectoral.  Cette demande doit être examinée pour vérifier sa recevabilité avant de statuer sur la conformité de ce point de contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : 4 - Respect des valeurs limites - Rejet n°5**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de surfaces
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société ALFI (Air Liquide France Industrie siren 314 119 504 00 160), dont le siège social est situé 6 rue Cognac-Jay 75321 PARIS Cedex 07 est mise en demeure, sous six mois, de respecter les dispositions des articles 4.3.5, 4.4 et 4.4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2021 susmentionné, notamment :</p>

- Pour le rejet n° 5 « eaux de purges des chaudières », respecter les valeurs limites suivantes :
  - N2 : < 30 mg/l,
  - DBO5 : < 100 mg/l.

#### Constats :

La conformité du rejet n°5 "eaux de purges des chaudières" aux valeurs limites en N2 et en DBO5 dépend de la mise en service du nouvel échangeur EC 408 en acier inoxydable, l'injection d'amines pratiquée jusqu'alors pour protéger l'ancien équipement étant à l'origine des dépassements relevés. Lors de la visite du 16 décembre 2025, l'inspection a constaté la mise en fonctionnement opérationnel de ce nouvel échangeur. L'exploitant a indiqué que le débit d'injection d'amines est ainsi passé de 2,4 l/h à 0,4 l/h, soit une réduction par six des quantités injectées.

La prochaine campagne de mesures au point de rejet n°5 est programmée début janvier 2026.

Ce n'est qu'à réception des résultats qu'il pourra être statué sur la conformité de ce point.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 1 mois, l'exploitant devra transmettre à l'inspection les résultats de la campagne de mesure prévue en janvier 2026 au point de rejet n°5.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 5 : Suites du point de contrôle n°4 de l'inspection du 26/09/2024

**Référence réglementaire :** Autre du 21/10/2024

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

#### Prescription contrôlée :

Rappel du constat du point de contrôle n°4 de l'inspection du 26/09/2024 :

*"L'article 4.4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2021 fixe une valeur moyenne au débit du rejet n° 2 à 6 m<sup>3</sup>/j.*

*L'inspection signale que ce point de rejet n'est pas équipé d'un dispositif de mesure du débit qui permettrait de calculer cette valeur moyenne journalière. À ce jour, le respect de cette disposition est contrôlé par l'exploitant à partir des mesures mensuelles réalisées sur 24 heures pour ce point de rejet.*

*Or, en 2023, avec des dépassements de cette valeur journalière lors de 7 des 12 mesures mensuelles annuelles, imputable à des régénérations surnuméraires des filtres à sable ou à des déconcentrations des bassins des TAR, la moyenne ainsi calculée par l'exploitant ne respecte pas cette disposition. [...] En 2024, pour améliorer cette situation, l'exploitant a modifié la fréquence de régénération des filtres à sables qui a été diminuée en février 2024 à 3 fois/semaine au lieu d'une fois par jour. L'économie d'eau ainsi générée est estimée à environ 3 000 m<sup>3</sup> à l'année."*

<p>Demande formulée dans le rapport daté du 21/10/2024 :</p> <p><i>"Compte-tenu des informations portées à sa connaissance par l'exploitant, des actions engagées pour réduire la consommation d'eau liée à la régénération des filtres à sable mais aussi de l'absence de dispositif de mesure du débit qui permettrait de calculer une valeur moyenne journalière, paramètre pour lequel une VLE a été fixée dans l'arrêté préfectoral du 25/02/2021 à 6 m<sup>3</sup>/j, l'inspection demande à l'exploitant d'étudier la mise en place d'un dispositif de mesure du débit lui permettant de s'assurer, sous 3 mois, du respect de cette disposition faute de quoi il sera proposé un arrêté de mise en demeure de respecter cette disposition."</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir installé en 2024 un dispositif de mesure du débit au rejet n°2, conformément à la demande formulée dans le rapport du 21 octobre 2024. Toutefois, ce dispositif ne fournit pas de résultats exploitables. En raison de la configuration de la canalisation (DN500) et des caractéristiques de l'appareil posé, les mesures obtenues apparaissent incohérentes, avec des valeurs significativement sur- ou sous-estimées par rapport aux estimations indirectes établies à partir du bilan matière eau.</p> <p>L'exploitant a sollicité plusieurs fournisseurs afin d'identifier des solutions alternatives. À ce stade, seules des options techniques lourdes, impliquant des travaux de génie civil, semblent en mesure de garantir une mesure fiable. L'exploitant n'a pas encore arrêté de solution.</p> <p>Afin d'évaluer la faisabilité et la pertinence des options disponibles, l'inspection demande à l'exploitant d'étudier les solutions techniques envisageables pour l'installation d'un dispositif fiable, d'en justifier l'opportunité sur des bases technico-économiques, et de proposer une méthodologie alternative de calcul indirect du débit fondée sur un bilan matière consolidé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant devra transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une étude présentant les solutions techniques envisageables pour installer un dispositif fiable de mesure du débit au rejet n°2, accompagnée d'une justification technico-économique de leur pertinence ;</li> <li>• une méthodologie alternative, argumentée et documentée, de calcul indirect du débit fondée sur le bilan matière des usages, consommations et prélèvements en eau.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>